

ESSAI

Jean Viard



Lettre aux paysans
et aux autres
sur un monde durable

■ l'aube

LETTRE AUX PAYSANS
et aux autres
SUR UN MONDE DURABLE

Collection *l'Aube poche essai*

© Éditions de l'Aube, 2010
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-0501-5

Jean Viard

**Lettre aux paysans
et aux autres
sur un monde durable**

Version revue et augmentée

éditions de l'aube

Du même auteur :

La Campagne inventée (avec Michel Marié),
Actes Sud, 1977

La Dérive des territoires, Actes Sud, 1981

Penser les vacances, Actes Sud, 1984 ; l'Aube poche, 2007

Le Tiers-Espace, ou la nature entre ville et campagne,
Méridiens Klincksieck, 1990

La Société d'archipel, l'Aube, 1994

Marseille, une ville impossible, Payot, 1995

Au bonheur des campagnes (avec Bertrand Hervieu),
l'Aube, 1996 ; l'Aube poche, 2001

La France qui change : pourquoi les travailleurs votent FN,
Seuil, 1997 ; l'Aube poche, 2004

*Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des
lieux*, l'Aube, 2000 ; l'Aube poche, 2006

L'Archipel paysan, la fin de la république agricole (avec
Bertrand Hervieu), l'Aube, 2001 ; l'Aube poche, 2005

Le Sacre du temps libre, la société des 35 heures,
l'Aube, 2002 ; l'Aube poche, 2004

Main basse sur la Provence (avec Daniel van Eeuwen),
l'Aube, 2004

Le Nouvel Âge du politique, l'Aube, 2004

*Dialogues sur nos origines. Des champs, des provinces
et d'ailleurs* (avec Marc Pottier), l'Aube, 2005

Éloge de la mobilité, l'Aube, 2006 ; l'Aube poche, 2008

Du franc à l'euro. La vérité sur les prix (dir.), l'Aube, 2007

Le Président a promis (dir.), Seuil, 2007

Ce que régions veulent dire (avec Alain Rousset), l'Aube,
2009

Avant-propos

Ce petit livre réunit trois textes récents ayant trait au développement durable et aux enjeux agricoles. Le premier texte est une lettre ouverte au monde agricole, mise en forme fin 2007, le deuxième un long entretien dans le journal *Les Échos* et le troisième une contribution qu'un groupe agricole m'a demandée pour un ouvrage collectif sur l'avenir de l'agriculture en 2008.

Ces trois textes forment un tout à un moment où nos sociétés redécouvrent que nous vivons dans un monde fini et limité. Et dans ce monde fini et limité, l'art de faire pousser, chaque année, sans épuiser ni la terre, ni les sous-sols, ni les travailleurs, ni les nappes phréatiques, redevient un art d'avenir. Pour nourrir, mais aussi pour produire de l'énergie, des matières premières, voire pour lutter contre le réchauffement climatique. Parfois aussi pour conforter nos identités car les liens sont

forts entre aliments, cuisines et cultures. Chacun en prend conscience. Les forces du vivant qui se renouvellent reprennent ainsi le pas sur les forces fossiles qui s'épuisent. Un monde durable cherche à émerger, qui sera à la fois agricole, scientifique et solidaire. Aucun des trois termes ne peut en être enlevé.

Nous sommes dans le passage de cette compréhension nouvelle. En un quart de siècle, notre vision, celle de chacun d'entre nous, celle de nos sociétés, ont déjà profondément changé. Nous n'en avons pas toujours conscience. En 1968, par exemple, l'ensemble de ces idées étaient inconnues, presque totalement. Par conséquent, s'il faut voir le chemin à parcourir, il faut aussi voir le chemin parcouru, tout en acceptant, comme l'écrit Alain Bourdin, que le développement durable est une idéologie, au sens où Raymond Aron disait qu'«une idéologie est un système global d'interprétation du monde historico-politique». Tout comme le progrès qui a guidé nos sociétés depuis la Renaissance était une idéologie, qui se prolongea en politique par le mythe révolutionnaire. Mais idéologie ne veut pas dire faux, ou inutile, ou inactif. Cela signifie que ce n'est pas une vérité scientifique mais un ensemble d'idées, mouvant, évolutif, porté par un but et une vision de l'avenir.

Un outil, en somme, pour travailler le réel, qui a pour but de donner des directions à l'action individuelle et collective.

Depuis un quart de siècle, on a vu se développer cette idéologie neuve qui est venue combattre et concurrencer l'idéologie du progrès. D'une certaine manière, elle vise à son dépassement car il ne s'agit pas d'une croissance zéro comme pour le Club de Rome, ni d'une décroissance, mais d'une croissance ayant intégré les relations entre l'homme et la nature et les droits de l'homme. Cette idéologie neuve prend peu à peu la place de l'idéologie du progrès au sein même des différents camps politiques et dans les institutions destinées à penser le progrès et à le porter. Cette réflexion s'effectue évidemment avec difficulté, avec des avancées et des reculs, tant à droite qu'à gauche d'un échiquier politique organisé pour les batailles du temps du triomphe du monde industriel. Cet échiquier est donc en cours de dépassement.

Les changements vont vite. Un an après sa première édition, ce livre ne baigne plus dans le même contexte, celui du Grenelle de l'environnement qui précéda la crise bancaire et financière de 2008. Cette crise – en réalité ses prémisses – est arrivée, la montée du chômage tend toutes les économies, de la Chine à l'Espagne, sans oublier déjà la France.

Les États-Unis ont perdu 2,6 millions d'emploi en 2008. Le monde attend, tétanisé, de voir ce qui va advenir.

Dans le même temps, il faut dire que, sans la crise bancaire de 2008, Barack Obama n'aurait sans doute pas été élu et les valeurs financières, la course à l'argent pour l'argent, comme l'idéologie ultra-libérale auraient continué à dominer le monde. Et Barack Obama a ouvert, en janvier 2009, un compte du temps mondial dont le récit reste à vivre et à écrire. Aussi on peut, avec Edgar Morin, rappeler la parole d'Hölderlin : « Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve. » Même si nous ne connaissons pas le chemin par où nous allons devoir passer... Et il peut être terrible.

Cette crise ne remet pas en question la nouvelle vision nécessaire du développement durable et du rôle de l'agriculture. Elle va être un des vecteurs de sa reconnaissance et de sa compréhension, même si des tensions nouvelles peuvent aussi *a contrario* nous en éloigner par moments.

Sans la crise financière de 2008, nous l'avons dit, le triomphe de l'idée de diversité que symbolise Barack Obama n'aurait sans doute pas été mise à l'avant-scène du monde. L'autre, le mal connu, l'habitant des lointains, serait toujours le descendant des barbares d'antan. L'idée que

l'aventure de la réunification de l'humanité – que nous sommes en train de vivre –, après des milliers d'années de séparation, doit bouleverser les rapports entre les cultures et le commun de ce qui nous unit comme membres de la même espèce, de la même aventure, mais aussi dorénavant du même territoire, cette idée n'aurait pas fait ce pas important.

Mais cette idée, que symbolise un homme issu des mondes noirs partout dominés, voire méprisés, a été immédiatement liée par lui à une vision du développement repensée dans le cadre du développement durable: en témoignent l'annonce de la signature du protocole de Kyoto par les États-Unis ou sa volonté que les aides à l'automobile soient obligatoirement liées à des investissements massifs dans les voitures propres.

En cela, l'idée de diversité, c'est-à-dire du droit égal de peuples et d'hommes hier dominés et dominants, est inséparable de celle que l'homme vit dans une nature limitée, nouveau bien collectif planétaire qui nous lie et nous oblige, dans le contemporain de nos vies et de nos sociétés, comme entre générations.

Cette crise accélère ainsi la prise de conscience de la nécessité d'un autre développement. Non un développement en soi, pour le progrès comme

valeur et idéologie, mais un développement durable qui intègre les limites des capacités de la nature à «souffrir l'humanité». L'avenir n'est jamais écrit puisque ce sont les hommes qui le fabriquent, mais les certitudes d'hier déjà ont vacillé. Il incombe à nos générations de pousser dans le bon sens pour aider ce monde possible à advenir. Sans céder ni aux archaïsmes des pensées politiques centrées sur l'économique de droite comme de gauche, ni aux khmers verts d'un totalitarisme écologique qui prétendrait ériger en politique la vérité de la science.

Autrement dit, il faut inventer un nouveau champ du politique qui soit celui du développement durable et qui prenne la place du champ du progrès que nous avons quitté en 1989. Il ne s'agit évidemment pas du consensus mou actuel où tout doit être repeint en «vert durable», mais d'un champ politique complet avec différentes visions, les unes inscrites dans l'histoire des pensées politiques de gauche, plus sensibles à la solidarité, aux biens publics, à la justice, les autres plus liées aux pensées politiques de droite qui privilégient davantage le mérite individuel et la réussite des plus combattifs.

Commencer à penser la crise de 2008

La crise de 2008 – comme l’effondrement du communisme en 1989 ou la crise de 1929 – va être un sujet de thèse pendant des années. L’analyse à chaud est toujours partielle et tend à mettre en parallèle ce qui s’est déjà produit au détriment de ce qui est nouveau. Mais comme on ne peut pas non plus attendre vingt ans pour penser notre présent, il faut accepter, même avec réserves, de commencer à penser cette crise.

Les crises sont de la nature même des sociétés, et en particulier des sociétés de marché dans lesquelles nous vivons et avançons depuis plusieurs siècles. De nouvelles régulations s’inventent constamment sous la pression des évolutions technologiques, sociétales, des conflits...

Et, lorsque les rapports de forces entre l’intérêt général que tente d’exprimer le politique et l’ensemble des intérêts particuliers qui gouvernent l’économie deviennent par trop déséquilibrés, à chaque fois, de nouvelles régulations émergent mais dans la violence plutôt que dans la négociation : quand la politique est trop affaiblie par une alliance des plus riches et des pouvoirs d’États, alors les écarts se creusent à l’intérieur des sociétés. Ce creusement est mortel pour les plus faibles, mais aussi pour la morale de tous qui y perdent collec-